

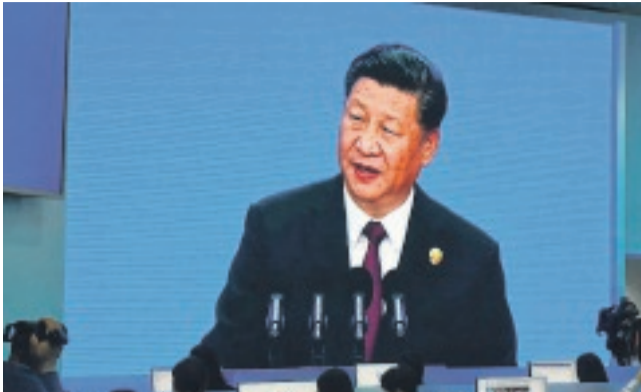
Foire internationale d'importation de Chine

Plaidoyer de Xi Jinping pour une économie globale

Brice BANDOMA
Shanghai/Chine

LE président chinois Xi Jinping a ouvert hier la 1ère édition du China international import expo (CIIE), la foire d'importation de Chine. En présence d'une trentaine de chefs d'Etat qui ont fait le déplacement du "National exhibition and convention center" de Shanghai.

En organisant une telle rencontre, la Chine veut booster le commerce international et faire évoluer les économies de la planète vers plus de globalisation. Les enjeux sont à plusieurs niveaux. Pour le gouvernement chinois, il s'agit de promouvoir l'Initiative "La Ceinture et la Route" censée permettre une plus grande connectivité des échanges commerciaux par la mer, la route et la voie ferrée entre pays partageant ce projet.



Le président Xi Jinping prononçant son discours d'ouverture.

Les nouvelles "Routes de la soie", autre appellation, visent à mutualiser les idées communes pour en retirer des bénéfices partagés, de manière à faciliter la fluidité du transport et de la logistique des marchandises pour mieux pratiquer le commerce et les affaires. Pour les opérateurs économiques étrangers, l'enjeu est de comprendre comment pénétrer le grand marché chinois et de faire

avancer les discussions pour déverrouiller les éléments bloquants à l'installation des commerces et la vente des produits étrangers en Chine. Et cette Chine qui jouit d'une bonne croissance a maintenant de nouveaux besoins pour sa population. Laquelle veut accéder au bien-être, à "une société de moyenne aisance". La CIIE est donc une vitrine pour tous les producteurs à la



Groupe thématique de travail après l'ouverture de la Foire.

cherche des débouchés en Chine.

C'est conscient de toutes ces attentes que le président Xi Jinping, dans son discours d'ouverture, a souhaité « une économie globale pour une nouvelle ère », et ajouté que « c'est une évolution historique irréversible et un élan important au développement économique mondial. Tous les pays devraient s'engager à s'ouvrir et à s'opposer au

protectionnisme et à l'unitarisme. » Aussi, propose-t-il cinq axes : l'augmentation des importations, l'accès au marché commun, l'amélioration des milieux des affaires, le libre-échange et la coopération dynamique multilatérale et bilatérale. Des mesures qui, espère-t-il, devraient favoriser le partage des bénéfices communs. Les mois à venir nous édi-

fieront donc sur les retombées pour les participants de cette foire d'importation.

Pour l'heure, dans les couloirs du CIIE, on ne peut pas occulter la guerre commerciale que se livrent la Chine et les Etats-Unis. Dans les coulisses, les apartés sur cette question ont préoccupé les investisseurs qui sont sensibles aux crises et aux incertitudes. On y note une forte mobilisation des investisseurs : près de 3600 entreprises présentes et des organisations comme le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Shanghai.

Les discussions en panel thématiques qui ont débuté dans l'après-midi vont se poursuivre jusqu'au 10 novembre, date de clôture de cette foire internationale.

Gestion des finances publiques

Défis et enjeux de la comptabilité des matières dans le contrôle interne budgétaire

Guy-Romuald MA-BICKA
Libreville/Gabon

Le sujet fait l'objet d'un séminaire régional qui se tient à Libreville du 5 au 9 novembre.

DEPUIS quelques années, le contrôle interne budgétaire focalise l'attention du Centre d'assistance technique du Fonds monétaire international (FMI) de l'Afrique centrale (Afrifac-centre). Il fait partie des grandes innovations du cadre harmonisé de gestion des finances publiques.

Cette problématique est au cœur d'une rencontre régionale ouverte, hier lundi 5 novembre, par Jean Bosco Nzembi, directeur de cabinet du ministre d'Etat au Budget et aux Comptes publics. Des assises qui portent sur les "défis et enjeux de la comptabilité des matières dans le



Le directeur de cabinet du ministre du Budget, Jean Bosco Nzembi (micro) ouvrant les travaux de la rencontre régionale sur la comptabilité des matières dans le contrôle interne budgétaire.

contrôle interne budgétaire". Et qui, selon l'orateur, sont « une réponse à la préoccupation majeure du contrôle budgétaire visant à s'approprier les enjeux de la maîtrise des risques qui pèsent sur la gestion des dépenses hors salaires et le suivi de la situation patrimoniale de l'Etat. »

La comptabilité des matières est un instrument fondamental de contrôle interne. En dehors de celles concernant le personnel, la quasi-totalité des

autres dépenses a des implications sur le patrimoine de l'Etat et exige un suivi, voire un contrôle permanent de l'ordonnateur, par le biais d'agents spécialisés et les comptes des matières.

Les liens entre la comptabilité budgétaire et celle des matières sont donc évidents. « La cohérence entre les deux comptabilités est indispensable et atteste de la sincérité des comptes publics. Par exemple, l'acquisition et l'entretien des biens



Les participants venus des membres d'Afrifac-centre lors de la cérémonie d'ouverture, hier.

physiques se traduisent par des dépenses, leur exploitation et leur aliénation par des recettes, et leur contrepartie monétaire est incluse dans le capital des organismes publics », a déclaré M. Nzembi.

« La comptabilité des matières rend disponible une masse d'informations utiles à la qualité des prévisions et de l'exécution des dépenses publiques, et la justification au franc près des ressources publiques », a ajouté Abdoulaye Touré, conseiller-rési-

dent en gestion des finances publiques à Afrifac-centre.

Non sans expliquer: « la comptabilité de deniers ayant ses limites, une gestion moderne repose sur une comptabilité patrimoniale. Et c'est ce à quoi nous invite la modernisation de la comptabilité de l'Etat. » Autrement dit, « la vérification de la régularité des opérations budgétaires et financières ne constitue plus, aujourd'hui, la seule préoccupation de la comptabilité

publique. Il est donc impératif d'inclure désormais toutes les opérations affectant les biens et les droits patrimoniaux des organismes publics », a renchéri M. Nzembi, rejoignant Abdoulaye Touré, qui a explicité que « l'évolution vers la comptabilité patrimoniale est un impératif majeur dans la modernisation de la gouvernance financière publique et de la performance des administrations budgétaires et comptables. »

En définitive, pour garantir la fiabilité et l'exhaustivité des informations utiles à la bonne tenue de la comptabilité des matières, il apparaît nécessaire de mettre en place des outils opérationnels et organisationnels. « Il s'agit, d'une part, de bien connaître les immobilisations incorporelles ainsi que les stocks. Et, d'autre part, de les gérer de façon optimale pour circonscrire toutes les incohérences ou risques sur les finances publiques », a souligné Jean Bosco Nzembi.

Sécurité maritime

Du matériel pour la navigation fluviale

AEE
Libreville/Gabon

LE ministre des Transports, Justin Ndoundangoye, a reçu, vendredi dernier, le matériel du système commun de radiocommunication destiné à la République gabonaise.

Ce matériel destiné à la navigation fluviale, a été remis par le secrétaire gé-

néral de la Commission internationale du Bassin du Congo-Oubangui-Sanaga (Cicos), Judith Enaw. Il constitue l'une des étapes capitales de la composante 2 du projet d'appui à Cicos pour la mise en place de l'observatoire des barrières non physiques dans le bassin du Congo et l'amélioration de la sécurité de la navigation sur les voies d'eau intérieures des pays membres de la Cicos, a-t-



Le ministre des Transports, Justin Ndoundangoye, recevant symboliquement le matériel.

elle rappelé. Financé par l'Union Européenne, ce projet vise à répondre aux objectifs du Programme économique régional (PER) de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cemac), à travers le Programme d'appui au commerce et à l'intégration économique (PACIE), lui-même issu du Programme indicatif régional (PIR) en Afrique centrale, a-t-elle confié. Ajoutant

que le secteur du transport fluvial est confronté à un problème d'équipements et d'instruments de navigation.

Le ministre des Transports a exprimé toute sa satisfaction à la réception de ce matériel. Lequel, selon lui, va permettre, a-t-il indiqué, « d'améliorer la performance de notre secteur de navigation fluviale et de permettre un partage d'informations. »